

INTRODUCTION

REPÈRES POUR UNE BRÈVE HISTOIRE POLITIQUE DE L'ESPAGNE

En Espagne, la démocratie est une conquête récente mais l'État est une construction ancienne. Si le régime démocratique actuel a eu tendance, à ses débuts au moins, à célébrer une image idéalisée de « l'Espagne des trois cultures » (chrétienne, juive, musulmane), l'histoire politique espagnole est en réalité d'abord marquée par la longue durée (huit siècles) de la « reconquête » chrétienne (*Reconquista*) de la péninsule ibérique au cours de laquelle naissent des entités politiques dont le processus de recomposition aboutira à une unification étatique de la plus grande partie de la péninsule ibérique (sauf le Portugal).

Le poids de la longue durée : de la *Reconquista* à la naissance du nationalisme espagnol

Ce processus s'étend de 722 (bataille dite de *Covadonga*, dans la province actuelle des Asturies, première victoire chrétienne depuis le début de la conquête de l'Espagne wisigothique par les troupes musulmanes de Tarik Ibn Ziyad, qui donnera son nom au détroit de Gibraltar, en 711) et 1492. L'année où Christophe Colomb découvre l'Amérique est aussi celle de la prise de Grenade, qui signe la fin définitive de la civilisation d'*Al-Andalus* (l'Espagne musulmane) dont le sommet fut la période du califat de Cordoue, entre les milieux du x^e et du xi^e siècles (Guichard, 2000), même si l'essentiel de la *Reconquista* est déjà accompli après la victoire des rois chrétiens coalisés et des croisés européens sur la dynastie berbère des *Almohades* lors de la bataille de *Las Navas de Tolosa* (dans la province actuelle de Jaén) en 1212.

Au cours de ce mouvement multiséculaire, le royaume de Castille a fini par dominer ses concurrents chrétiens, une domination consolidée par l'alliance matrimoniale de 1469 qui permettra d'unir, quelques années plus tard les couronnes de Castille et d'Aragon. Or, cette victoire militaire et politique assure l'hégémonie religieuse d'une Église catholique aussi triomphante qu'intolérante. L'imposition d'une définition exclusivement catholique de l'Espagne sert à justifier l'expulsion des juifs (1492) et de ce qui reste de la population musulmane (1609), ainsi que la traque ultérieure de toute déviance réelle ou imaginaire par les tribunaux de l'*Inquisition* créée en 1478 (Pérez, 1996).

Par ailleurs, le brassage de la population au cours de la *Reconquista* favorise, outre l'emprise de l'Église, l'expansion de la langue castillane alors que de nombreux particularismes juridiques et culturels ont été préservés par la manière dont l'État s'est constitué (Hermet, 1996). Les efforts tardifs d'homogénéisation culturelle et de centralisation politique des monarques *Bourbons* (la dynastie d'ascendance française succède à celle des *Habsbourg* en 1700) auront des conséquences ambivalentes (Peres, 2005). Dans les régions non castillanes, une grande partie des élites sociales se convertissent aux opportunités offertes par la langue et les institutions étatiques, mais la brutalité de certaines mesures (notamment la suppression des organes politiques propres à la Catalogne et de l'usage officiel du catalan en 1716) crée un ressentiment populaire durable. Or, les échos de la révolution française et l'intervention des troupes napoléoniennes (1808) favorisent, un siècle plus tard, la naissance d'un nationalisme espagnol qui, prenant le contre-pied des conceptions révolutionnaires de la nation française fondées sur la citoyenneté, s'appuie sur la religion catholique comme l'essence même de l'identité espagnole (Álvarez Junco, 2001).

Même les partisans d'une révolution libérale symbolisée par la Constitution de Cadix (1812), qui se réfèrent aux vieilles libertés médiévales et à la résistance des municipalités contre la monarchie absolue, n'osent pas dissocier l'identité nationale en formation du socle de la catholicité.

- 409 Invasions barbares de la péninsule ibérique.
- 587 Récarède, roi wisigoth, se convertit au catholicisme.
- 711 Début de la conquête musulmane par Tarik Ibn Ziyad
- 722 Bataille de Covadonga (Asturies), Pelayo, roi chrétien, résiste aux conquérants, début symbolique de la *Reconquista*.
- 756 Abd-al-Rahman I (Omeyyade) fonde l'émirat de Cordoue.
- 929 Abd-al-Rahman III se proclame Calife.
- 1031 Démembrement du califat du Cordoue.
- 1090 Conquête d'*Al-andalus* par la dynastie berbère des Almoravides.
- 1147 Conquête d'*Al-andalus* par la dynastie berbère des Almohades.
- 1212 Victoire chrétienne décisive à *Las Navas de Tolosa*.

- 1469 Mariage d'Isabelle de Castille (reine en 1474) et de Ferdinand d'Aragon (roi en 1479).
- 1478 Fondation de l'Inquisition espagnole.
- 1492 Prise de Grenade et fin de la *Reconquista*. Expulsion des juifs
Christophe Colomb découvre l'Amérique.
- 1516 Avènement de Charles 1^{er}. Début de la période Habsbourg.
En 1519, Charles devient empereur du Saint-Empire romain germanique sous le nom de Charles Quint.
- 1609 Expulsion des « morisques » (musulmans convertis de force au catholicisme).
- 1700 Fin de la période Habsbourg. Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, devient le premier roi Bourbon sous le nom de Philippe V.
- 1808 Abdication de Charles IV. Joseph Bonaparte sur le trône d'Espagne.
2 de Mayo (2 mai), début de la « guerre d'Indépendance ».
- 1812 Constitution de Cadix.

Fractures et dictatures : libéralisation chaotique, contestations identitaires, paradoxes franquistes

Pendant plus d'un siècle, les tentatives de libéralisation politique (I^{re} République entre 1873 et 1876 ; suffrage universel masculin en 1890) s'effacent rapidement devant les restaurations de l'ordre traditionnel (Canal, 2014). Des militaires de haut rang interviennent dans cette alternance sous la forme des *pronunciamentos* : littéralement, ce sont des déclarations par lesquelles des officiers supérieurs font pression pour renverser le gouvernement en place. Les timides évolutions libérales sont contestées par le *carlisme*, un mouvement né de la prétention au trône d'Espagne par Don Carlos (frère de Ferdinand VII) qui franchit le pas de la rébellion ouverte au nom de valeurs ultra-royalistes et ultra-catholiques (1833). En période ordinaire, les *caciques*, ces notables ruraux profondément enracinés localement, contrôlent les votes et limitent la vie politique à des jeux de pouvoir au sein d'une élite étroite (Beyrie, 1992 : 740-743).

Parallèlement, des nationalismes que l'on appellera plus tard « périphériques », exploitant la persistance de différences culturelles et le poids des contentieux historiques, naissent et se développent en Catalogne et au Pays Basque. Face à l'État central, suivant l'excellente formule de Jordi Solé Tura (1985), ces nationalismes expriment contradictoirement, à l'époque, dans le premier cas un projet de réforme libérale, et, dans le second un rejet absolu du libéralisme. Sabino Arana, né dans un milieu carliste, crée le PNV (Parti nationaliste basque) en 1895 et conceptualise une identité défendant la pureté catholique d'un peuple basque dont les libertés médiévales (les *fueros*) et les traditions seraient menacées par le pouvoir madrilène et, plus sournoisement, par « l'invasion » des immigrants attirés par les débuts de la grande industrie

au Pays Basque (qui sera le creuset du socialisme espagnol). À peu près à la même époque, en Catalogne, où le particularisme linguistique a largement survécu, une partie des élites sociales se tournent vers le *catalanisme*. Ne parvenant pas à acquérir un poids substantiel au sein du gouvernement de l'État, en désaccord avec une politique économique conservatrice contraire à ses intérêts (qui réclament l'élargissement du marché intérieur et davantage de protection extérieure), la bourgeoisie industrielle catalane est ébranlée par la perte des dernières colonies espagnoles en 1898. On assiste alors à l'émergence d'un nationalisme à la fois culturel et modernisateur, qui entretient une attitude ambivalente à l'égard de l'immigration et du maintien de l'ordre social contesté par le développement, exceptionnel en Europe de l'Ouest, de l'anarchisme.

L'avènement de la II^e République (1931) qui met fin à la dictature du général Miguel Primo de Rivera (1923-1930) permet à ces nationalismes, et plus laborieusement à celui, plus embryonnaire, né en Galice, d'obtenir des statuts d'autonomie pour leurs régions respectives. Mais l'expérience démocratique tourne court, dans un pays très profondément divisé dont le paysage politique émietté fait la part belle à l'intransigeance réciproque de la droite ultra-catholique et du courant anarchiste. La victoire du *Front Populaire* formé par la gauche républicaine en février 1936 précède de peu le soulèvement militaire du 18 juillet qui déclenche une impitoyable guerre civile (Payne, 2012).

Le 1^{er} avril 1939, le général Francisco Franco proclame la victoire des insurgés et concentre tous les pouvoirs. Même si elle présente à ses débuts des traits fascistes et féroce ment répressifs, la dictature franquiste se mue assez vite en régime autoritaire caractérisé, suivant l'expression de Juan Linz (1964), par un « pluralisme limité ». Le régime donne à l'Église les moyens de contrôler la société au nom d'un « national-catholicisme » prolongeant le mythe de l'essence catholique de l'Espagne. Lorsque Franco meurt le 20 novembre 1975, de nombreux cadres du régime sont conscients de l'anachronisme de ce dernier au regard des transformations très profondes de la société espagnole. Le régime franquiste est miné par ses paradoxes. Sous l'effet de la forte croissance économique des années 1960 et du tourisme international, les aspirations des Espagnols s'orientent vers la consommation de masse et la libéralisation des mœurs. Les salariés hésitent de moins en moins à se mettre en grève. L'Église a largement retiré son soutien au régime. Les élites technocratiques ont remplacé les militaires aux commandes de l'appareil d'État. Une opposition socialiste et communiste semi-clandestine s'est reconstituée avec l'aide des milieux catholiques progressistes, mais le mouvement anarchiste, si important avant la guerre civile, a quasiment disparu. Les identités particularistes, officiellement bannies, se renforcent et l'organisation basque *ETA* (*Euskadi Ta Alkatasuna* – « Le Pays Basque et

sa Liberté»), créée en 1959, s'est lancée depuis 1968 dans une lutte armée contre le régime.

- 1814 Restauration de Ferdinand VII, fils de Charles IV.
- 1820 *Pronunciamento* du colonel Riego.
- 1833 Mort de Ferdinand VII. Première guerre carliste (1833-1839).
- 1872 Début de la dernière guerre carliste (1872-1876).
- 1873 Première République.
- 1875 Restauration. Avènement d'Alphonse XII.
- 1890 Suffrage universel masculin.
- 1898 Désastre militaire face aux États-Unis : perte de Cuba, de Puerto Rico et des Philippines.
- 1902 Avènement d'Alphonse XIII.
- 1923 Dictature de Miguel Primo de Rivera (1923-1930)
- 1931 Deuxième République.
- 1936 Victoire du Front Populaire (février). 18 juillet : soulèvement militaire, début de la guerre civile.
- 1939 Fin de la guerre civile. Victoire franquiste
- 1955 L'Espagne est admise à l'ONU.
- 1959 Création d'*Eta* (*Euskadi Ta Alkatasuna* – «Le Pays Basque et sa Liberté»).
- 1975 Mort de Franco (20 novembre).

De la transition « exemplaire » à l'ébranlement du système politique

Dans ce contexte, la combinaison de l'habileté stratégique des principaux promoteurs de la transition (Colomer, 1998) issus du franquisme (le roi Juan Carlos I^{er}, que Franco avait désigné comme son successeur, son conseiller Torcuato Fernández-Miranda, et le premier ministre Adolfo Suárez), de la modération des principaux dirigeants de l'opposition, et du soutien populaire manifesté dans les urnes, a permis une très courte transition vers la démocratie considérée par beaucoup comme un modèle du genre. La transition démocratique espagnole stricto sensu dure moins de trois ans. Le 15 juin 1977 se déroulent, pour la première fois depuis 1936, des élections libres pour désigner un parlement chargé de rédiger une Constitution. La Constitution, qui régit aujourd'hui la vie politique espagnole et tente de concilier l'unité de l'Espagne et les revendications nationalistes en inventant l'original « État des autonomies », est ratifiée par référendum le 5 décembre 1978. Les premières élections législatives du nouveau régime se tiennent le 1^{er} mars 1979. L'Espagne a dès lors rejoint le camp des démocraties occidentales, et parachève sa normalisation en adhérant à l'Otan en 1982 et à la Communauté économique européenne en 1986.

Entre 1982 et 2015, deux grandes formations politiques, à gauche, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et, à droite, le PP (Parti populaire), alternent au gouvernement central, et les Communautés autonomes ne cessent d'élargir leurs pouvoirs. Mais les effets politiques de la crise économique débutée en 2008, la plus longue et violente de l'histoire de l'Espagne démocratique, et des politiques d'austérité suivies par les gouvernements des deux grands partis, remettent en question le système hérité de la transition démocratique. D'un côté, de nouvelles organisations partisans émergent (dont la plus remarquable est *Podemos* (*Nous pouvons*), créé en janvier 2014 dans le prolongement du mouvement social des *Indignés*) et menacent le quasi-bipartisme installé depuis une trentaine d'années. De l'autre, la crise a donné une vigueur nouvelle aux forces indépendantistes en Catalogne. Les limites aux revendications nationalistes posées par la formule de « l'État des autonomies » et l'impossibilité de convoquer un référendum d'autodétermination dans le cadre de la légalité espagnole actuelle justifient pour beaucoup la mise en route d'une « seconde Transition » vers une solution pleinement fédérale. Il est toutefois peu probable, à court terme, qu'une réforme constitutionnelle exigeant un large consensus puisse être entreprise. Sans attendre, les forces nationalistes catalanes avaient annoncé qu'en cas de victoire aux élections autonomiques du 27 septembre 2015, elles procèderaient à une déclaration unilatérale d'indépendance dans les 18 mois suivant le scrutin. Celui-ci ayant délivré un verdict ambigu¹, l'incertitude règne quant aux relations futures entre la Catalogne et l'État espagnol. Le 20 décembre 2015, les élections législatives se soldent pas le reflux inédit des partis dits « de gouvernement » (PP et PSOE) qui ne recueillent ensemble que la moitié des suffrages exprimés (contre près de 75 % en 2011) tandis que des formations très récemment apparues (les partis dits « émergents »), *Podemos* (à gauche) et *Ciudadanos* (au centre), recueillent à elles deux un tiers des suffrages exprimés. Conjuguée aux très fortes tensions créées par la situation catalane, cette fragmentation du système partisan rend extrêmement difficile la constitution d'une majorité parlementaire et, par conséquent, d'un nouveau gouvernement. L'échec des négociations entre partis entraîne de nouvelles élections législatives, le 26 juin 2016, dont les résultats sont peu différents de ceux de 2015.

1975 Juan Carlos 1^{er} roi d'Espagne après la mort de Franco. Début de la « transition démocratique ».

1978 Adoption de la Constitution.

1982 Victoire du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Felipe González président du gouvernement. Il restera jusqu'en 1996 après avoir gagné les élections de 1986, 1989 et 1993.

1. Les listes favorables à l'indépendance « Ensemble pour le oui » (*Junts pel Sí*), réunissant le centre-droit nationaliste et la « Gauche républicaine de Catalogne », et « Candidatures d'unité populaire » (CUP), formation de gauche anticapitaliste, ont obtenu une majorité en sièges (72 sur 135) mais pas en voix (47,8 %).

- 1986** L'Espagne intègre la Communauté européenne.
- 1996** Victoire du PP (Parti populaire). José María Aznar président du gouvernement. Il le restera jusqu'en 2004 après avoir gagné les élections générales de 2000.
- 2004** Attentats islamistes du 11-M (11 mars). 14 mars : victoire électorale du PSOE. José Luis Rodríguez Zapatero président du gouvernement. Il est reconduit à la présidence après sa victoire aux élections de 2008.
- 2011** (20 novembre). Élections législatives anticipées. Victoire du PP. Mariano Rajoy devient président du gouvernement.
- 2015** (27 septembre). Élections catalanes : les forces favorables à l'indépendance de la Catalogne sont majoritaires en sièges (72 sur 135) mais minoritaires en voix (47,8 %).
- 2015** (20 décembre). Élections législatives. Victoire relative du PP (28,7 %) devant le PSOE (22 %) ; succès de *Podemos* et de ses alliés (20,6 %), et percée de *Ciudadanos* (13,9 %).
- 2016** (26 juin). Nouvelles élections législatives à la suite de l'échec des négociations pour former un gouvernement. Le PP améliore son score (33 %). Le PSOE (22,7 %) devance de peu la coalition *Podemos* et la gauche communiste (*Unidos Podemos*, 21,1 %). *Ciudadanos* cède du terrain (13 %).